

Balkans : voici venu le temps du dialogue et de la coopération régionale

Traduit par Mandi Gueguen

Sur la Toile: OSSERVATORIO BALCANI E CAUCASO

Publié dans la presse : 19 octobre 2011

Mise en ligne : mercredi 26 octobre 2011

Réconciliation, coopération, dialogue, « yougosphère », le lexique des Balkans s'ouvre à des termes qui étaient sortis de l'usage. La tendance est au renforcement des relations dans la région, tant sur le plan économique que politique, malgré les incompréhensions et les difficultés qui persistent. Hido Bišćević, secrétaire général du Conseil Régional de Coopération (RCC), évoque ces nouvelles réalités. Entretien.

Propos recueillis par Matteo Tacconi

Osservatorio sui Balcani (OsB) : Rencontres de plus en plus fréquentes entre chefs d'État, de gouvernement et de ministres, accords économiques, protocoles, ententes... Ces deux dernières années, les Balkans ont fait un bon pas en avant en termes de dialogue et de coopération. Comment l'expliquez-vous ?

Hido Bišćević (H.B) : On dit toujours que le temps est un médecin. Les blessures des guerres cicatrisent lentement, et l'espace post-yougoslave prend conscience que, bien qu'on ne puisse pas effacer les tragédies récentes, ce n'est pas en restant figé dans le passé, que l'on peut construire l'avenir. Il est clair qu'il existe encore dans toute la région des forces politiques qui restent bloquées dans le passé et qui justifient les erreurs des années 1990 par la théorie classique de la 'conspiration' extérieure', et qui voudraient isoler leur pays de ses voisins. Cependant, ces forces sont sur le déclin. La région s'inscrit désormais nettement dans une nouvelle dynamique, stimulée par l'objectif d'intégration européenne que visent tous les pays balkaniques. Lorsque le Pacte de Stabilité pour l'Europe Centrale et du Sud-Est - auquel le RCC a succédé en 2008 - est né en 1999, la coopération était perçue comme un processus imposé. Aujourd'hui, au contraire, nous pouvons dire que les élites politiques des Balkans ont compris qu'en coopérant, il est possible de mettre à distance les conflits et de répondre aux exigences de leurs sociétés tout en les rapprochant de l'Europe.

OsB : Après les guerres, de nouveaux États nations sont apparus dans les Balkans, aucun d'entre eux n'étant porté à la coopération avec ses voisins. Cela est-il en train de changer ?

H.B. : La naissance et l'affirmation d'États nations, suite à l'éclatement de la Yougoslavie, était inévitable. Mais la tendance n'est plus à la fermeture sur soi. Actuellement, il y a deux impératifs. Tout d'abord, dans chaque pays de la région, conformer aux critères européens l'architecture de la sécurité et de la stabilité. Second impératif, développer des initiatives de coopération visant à dépasser définitivement la fragmentation et à promouvoir le développement

économique et social dans les Balkans. Les responsables politiques sont conscients de la communauté de destin qui unit tous les pays de la région. Dans les années 1990, on parlait de l'électricité croate ou des ressources hydriques serbes, mais aujourd'hui prévaut qu'une bonne coopération sera le meilleur gage de développement pour les deux pays.

OsB : Il y a pourtant toujours l'héritage difficile des guerres. Cela pèse-t-il sur la coopération ?

H.B. : Les rencontres dans les sommets régionaux et les déclarations conjointes des dirigeants politiques, auxquelles nous assistons, représentent une nouveauté positive, qui se reflète dans plusieurs secteurs de la coopération : médias, université, lutte contre la mafia, économie. Dans le même temps, je crois qu'en renforçant les politiques de coopération, ce processus de dépassement des séquelles de la guerre ne peut que se poursuivre. Il faut cueillir les fruits de ce nouveau climat. Le dialogue entre les personnalités politiques est sans doute une excellente chose, mais elle doit être suivie par un dialogue impliquant la plus large gamme possible d'acteurs. Tout ne dépend pas uniquement de la volonté des chefs d'État et de gouvernement. Les médias, la société civile, la communauté entrepreneuriale, chacun doit contribuer à ce processus.

OsB : Quels secteurs connaissent-ils la meilleure coopération ? Et où les problèmes se concentrent-ils ?

H.B. : Depuis l'institution du RCC, nombreuses sont les zones où se manifeste la propension à coopérer. La Stratégie régionale sur la justice et les affaires intérieures, qui vise à faire face à la corruption et aux mafias, a donné des résultats positifs. Celle portant sur le développement et la recherche a défini les zones de priorité. Récemment, nous avons ouvert des programmes sur la défense et le renseignement. Les résultats étaient au rendez-vous. Dans cette conjoncture de crise, cependant, la coopération dans certains secteurs stratégiques reste encore nécessaire. Le domaine le plus délicat reste celui des infrastructures. Les conséquences de la guerre et de la longue transition ont laissé différentes parties des Balkans dans un état de sous-développement infrastructurel. En 20 ans, quelques exceptions mises à part, les investissements dans les transports ont été rares. Comment IKEA pourrait-il venir en Bosnie, pour exploiter les vastes réserves de bois et dynamiser ainsi le marché du travail, alors que le pays compte le plus petit réseau d'autoroutes en Europe ? Comment la Serbie peut-elle exploiter sa position géo-économique en termes de réseau ferroviaire entre l'Asie Centrale, la Turquie, le Moyen Orient et les marchés européens, alors que 50% de ses wagons de marchandises sont inutilisables ? La coopération dans les transports est nécessaire non seulement pour répondre à la crise actuelle, mais aussi en vue de l'intégration au sein de l'Union européenne, dont elle est un élément complémentaire.

Le **Conseil régional de coopération (RCC)** a été créé en 2008. Il est l'héritier direct du Pacte de Stabilité pour l'Europe Centrale et de l'Est (Stability Pact for Central-Eastern Europe), fondé en 1999. Siégeant à Sarajevo, le RCC est le « point central » de la coopération dans les Balkans occidentaux. Ses principaux domaines d'intervention sont l'économie, les infrastructures, l'énergie, la justice, la sécurité, les médias et la coopération parlementaire. Son budget annuel atteint près de trois millions d'euros. Le RCC est dirigé par un Conseil, où siègent les

représentants des États, et le Secrétaire général, poste actuellement occupé par Hido Bišćević.
Le site du RCC : www.rcc.int

Hido Bišćević, né en 1951, est un diplomate croate. Il a été nommé Secrétaire général du RCC le 1er janvier 2008 et réélu en juin 2010, pendant le sommet des ministres des Affaires étrangères de la RCC, tenu à Istanbul. Il a aussi été ambassadeur croate en Turquie et en Russie. Avant d'embrasser la carrière diplomatique, il avait travaillé comme journaliste au quotidien *Vijesti*, dont il a été chef de service pour l'étranger, puis directeur.

OsB : Ne faudrait-il pas accélérer le processus d'intégration européenne des Balkans ?

H.B. : Pour cueillir ce « momentum » dans les Balkans, il est indispensable que l'idée de l'élargissement perdure. À mon avis, l'UE doit conserver une approche « visionnaire » en faisant abstraction des difficultés ponctuelles qu'elle rencontre. Il est clair, néanmoins, qu'il y a aussi des éléments pouvant freiner ce processus. Reste que si les Balkans sont maintenus encore longtemps aux limbes de l'Europe, les conséquences ne tarderont pas à s'en faire sentir partout dans la région en termes de sécurité. IL faudrait qu'à court terme, tout le monde puisse faire des progrès sur la base des mérites individuels de chacun...

OsB : À l'inverse, que doivent faire les Balkans pour l'Europe ?

H.B. : C'est très simple. Les Balkans doivent répondre de manière à pouvoir fournir des arguments à tous ceux qui, en Europe, soutiennent l'élargissement. En d'autres termes, il faut résoudre les problèmes régionaux et transformer l'espace balkanique en une zone fiable, sûre et stable de l'Europe. Ce coin du vieux continent ne peut se permettre le luxe de perdre encore du temps. L'histoire nous apprend, après tout, que si les Balkans ne sont pas accrochés à l'Europe, ils deviennent immédiatement un problème de sécurité. C'est pour cela que j'insiste sur l'urgence du moment. L'Europe et les Balkans doivent faire plus. On peut prendre l'exemple de la Bosnie. S'il est vrai que la direction politique du pays doit œuvrer pour lever les obstacles qui empêchent le pays de marcher vers l'Europe, cet objectif ne peut pas non plus être atteint sans une impulsion externe venant de l'UE elle-même.

<http://balkans.courriers.info/article18475.html>